

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Supplément d'information sur les activités liées aux obligations sécurisées

**TROISIÈME TRIMESTRE
30 SEPTEMBRE 2024**

Le Supplément d'information sur les activités liées aux obligations sécurisées est fondé sur des informations d'ordre public et fournit un aperçu des activités des institutions financières canadiennes en ce qui a trait aux obligations sécurisées. Pour obtenir des précisions sur les exigences et politiques relatives aux programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées, veuillez consulter le Guide des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées (<https://www.cmhc-schl.gc.ca/professionnels/financement-de-projets-et-financement-hypothecaire/titrisation/programmes-inscrits-canadiens-dobligations-securisees/guide-des-programmes-inscrits-canadiens-dobligations-securisees>).

Pour demander un support de substitution, veuillez communiquer avec nous :

1-800-668-2642 700, chemin de Montréal,
centrecontact@schl.ca Ottawa (Ontario) K1A 0P7

[SCHL.ca](https://www.schl.ca)

Canada

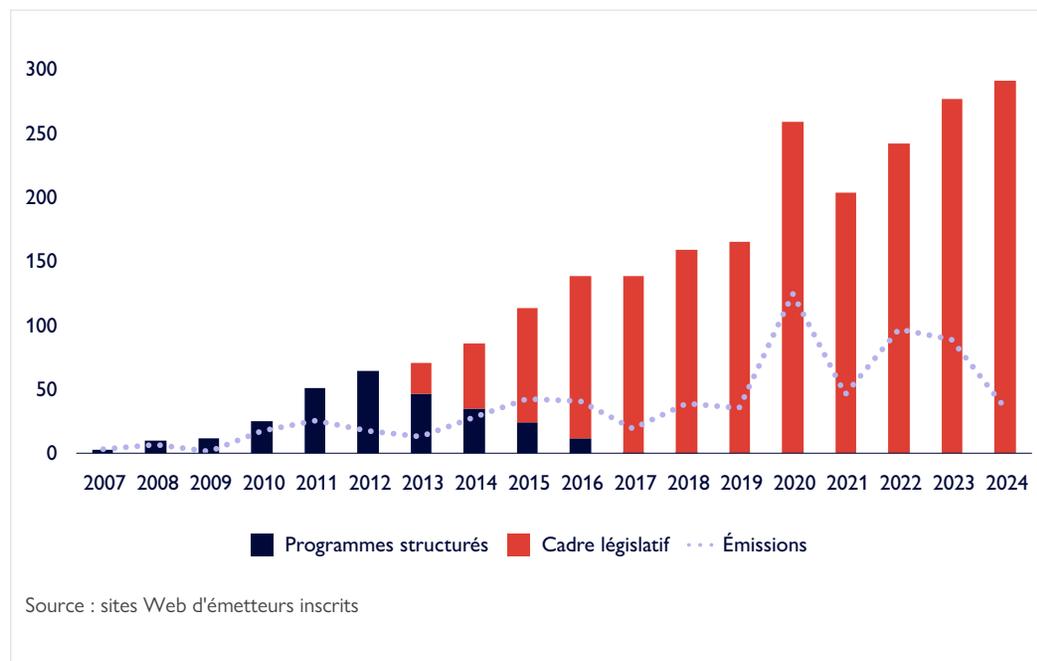


Volumes annuels d'obligations sécurisées canadiennes émises et en circulation

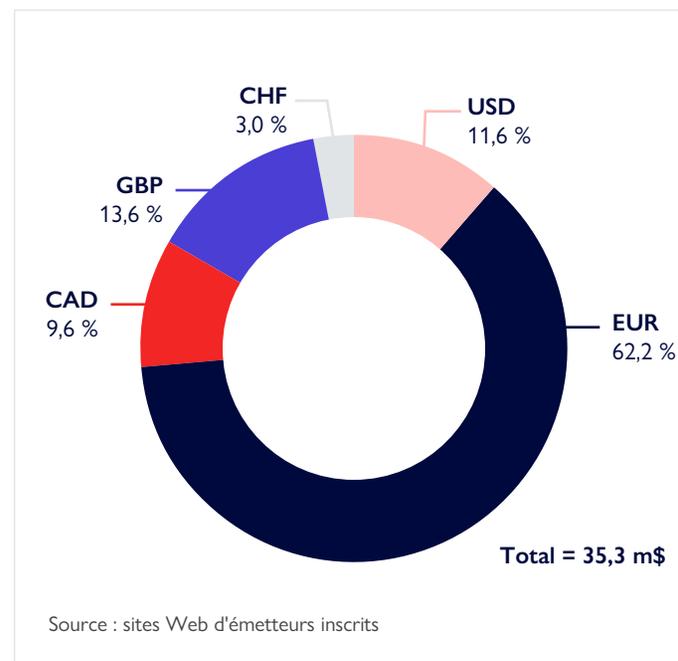
Les modifications apportées en 2012 à la *Loi nationale sur l'habitation* établissaient un cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées au Canada. Cette loi confère à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) le mandat de tenir un registre des émetteurs et des programmes d'obligations sécurisées et la SCHL est l'administrateur du cadre législatif des programmes d'obligations sécurisées. Avant 2012, les obligations sécurisées émises par les institutions financières canadiennes étaient émises en vertu de programmes structurés qui n'accordaient aucune protection législative aux investisseurs. Le gouvernement et la SCHL ne garantissent ni ne cautionnent les obligations sécurisées émises, et les biens donnés en garantie des obligations sécurisées doivent être composés de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés visant des propriétés de 1 à 4 logements.

Le montant des obligations sécurisées en circulation émises par des institutions financières canadiennes a augmenté graduellement depuis 2007. Au mois de septembre 2024, le montant des obligations sécurisées en circulation émises en vertu du cadre législatif s'élevait 291,5 milliards de dollars et les émissions pour 2024 se chiffraient à 35,3 milliards de dollars.

Volumes annuels d'obligations sécurisées émises et en circulation (Milliards de \$ CA)



T3 2024 Émissions d'obligations sécurisées selon la devise



Capacité d'émission d'obligations sécurisées

Les huit grandes banques canadiennes (Banque de Montréal, Banque Laurentienne, Banque de Nouvelle-Ecosse, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, Banque Royale du Canada, Banque Toronto-Dominion, Banque Équitable) et Fédération des caisses Desjardins du Québec disposent de programmes inscrits d'obligations sécurisées.

29 mars 2024 : La Banque Royale du Canada (RBC) et la Banque HSBC Canada (HSBC) ont fusionné et forment maintenant une seule et même banque, la Banque Royale du Canada (RBC fusionnée). À la suite de la fusion, les obligations sécurisées de la HSBC dans le cadre du programme HSBC (séries CBL 5, CBL 6 et CBL 7 totalisant 3,9 milliards de dollars) ont migré vers le programme RBC, de sorte qu'elles seront des obligations sécurisées en circulation dans le cadre du programme RBC (la « migration »). À compter de la « migration », les obligations en circulation dans le cadre du programme de la HSBC sont devenues des obligations sécurisées en circulation dans le cadre du programme de la RBC et le cautionnement du programme de la RBC s'applique aux obligations sécurisées de la HSBC en circulation. Le garant de la HSBC a été libéré de son cautionnement en ce qui concerne les obligations sécurisées de la HSBC en circulation. Le 5 avril 2024, la Banque HSBC Canada s'est retirée des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées.

Mars 2020 : Les organismes de réglementation ont temporairement augmenté la limite des actifs totaux ayant été nantis pour les obligations sécurisées, qui, en passant de 5,5 % des actifs d'une institution de dépôt à 10 %, a accru la capacité d'émission. Cette capacité d'émission supplémentaire de 4,5 % ne peut être utilisée que pour permettre aux émetteurs de donner des obligations sécurisées en garantie à la Banque du Canada. En mars 2020, la Banque du Canada a annoncé que les obligations sécurisées en nom propre seraient acceptées pour les opérations de prise en pension à plus d'un jour. Le montant maximal des actifs du bloc relatifs aux instruments du marché est demeuré limité à 5,5 % de l'actif figurant au bilan de l'émetteur. En octobre 2020, la Banque du Canada a annoncé que les obligations sécurisées en nom propre ne seront plus acceptées pour les opérations de prise en pension à plus d'un jour. En avril 2021, les organismes de réglementation ont annoncé la fin de la limite temporaire de 10 % des obligations sécurisées, ce qui a ramené la limite à 5,5 % de l'actif au bilan de l'émetteur.

Mai 2019 : En vertu des exigences réglementaires fédérales et provinciales, le montant des actifs mis en gage pour des obligations sécurisées par une institution ne peut pas dépasser 5,5 % de l'actif total, de la manière dont il est établi et calculé par les organismes de réglementation (le Bureau du surintendant des institutions financières [BSIF] et l'Autorité des marchés financiers [AMF]).

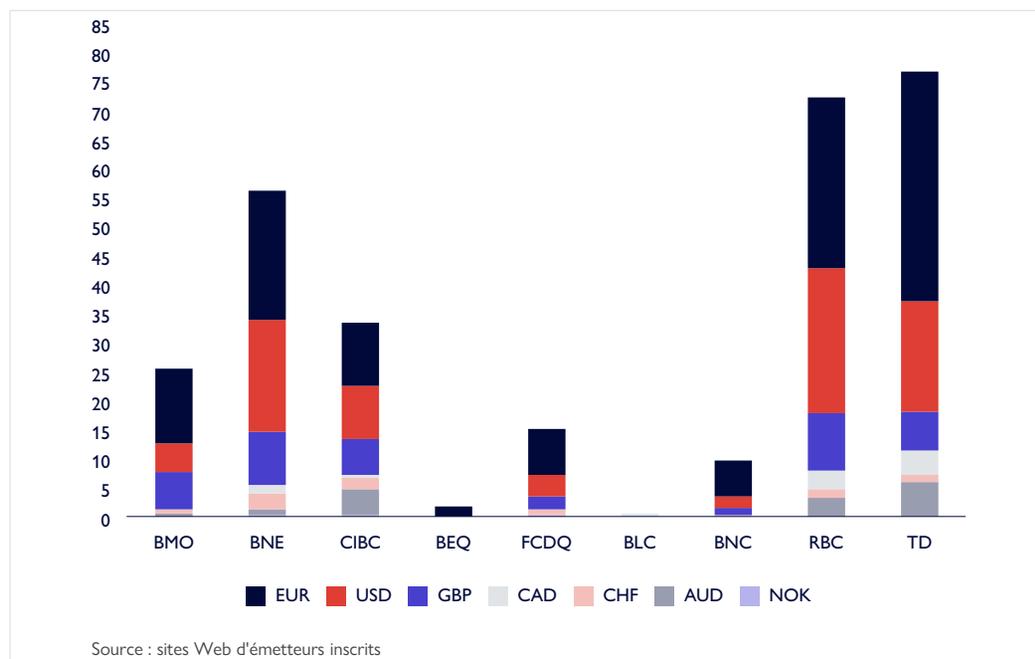
Les ratios des obligations sécurisées se situaient entre 1,4 % et 4,3 %, et le plafond réglementaire combiné des obligations sécurisées s'élevait à 493,3 milliards de dollars en septembre 2024. À l'heure actuelle, tous les émetteurs sont en mesure d'émettre d'autres obligations sécurisées. Les rachats futurs d'obligations sécurisées permettront également l'émission d'obligations supplémentaires.

| Montants au 30 septembre 2024 | BLC | BNC | BMO | BNE | CIBC | BEQ | FCDQ | RBC | TD | Total |
|---|--------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Total des obligations sécurisées en circulation (équivalent en \$CA) | 0,5 | 9,7 | 25,4 | 56,1 | 33,4 | 1,9 | 15,1 | 72,3 | 76,7 | 291,5 |
| Limite réglementaire totale d'émissions des obligations sécurisées | 2,5 | 24,9 | 77,0 | 77,1 | 56,1 | 2,9 | 24,4 | 114,1 | 108,1 | 493,9 |
| Actifs pouvant être nantis | 1,8 | 14,3 | 49,7 | 17,3 | 20,2 | 0,8 | 8,6 | 36,2 | 27,3 | 183,1 |
| Total des actifs nantis en pourcentage (%) de la limite réglementaire | 24,8 % | 42,7 % | 35,4 | 77,4 % | 63,9 % | 70,7 % | 64,7 % | 68,2 % | 74,7 % | - |
| Les ratios des obligations sécurisées (%) | 1,4 % | 2,4 % | 1,9 % | 4,3 % | 3,5 % | 3,9 % | 3,6 % | 3,8 % | 4,1 % | - |

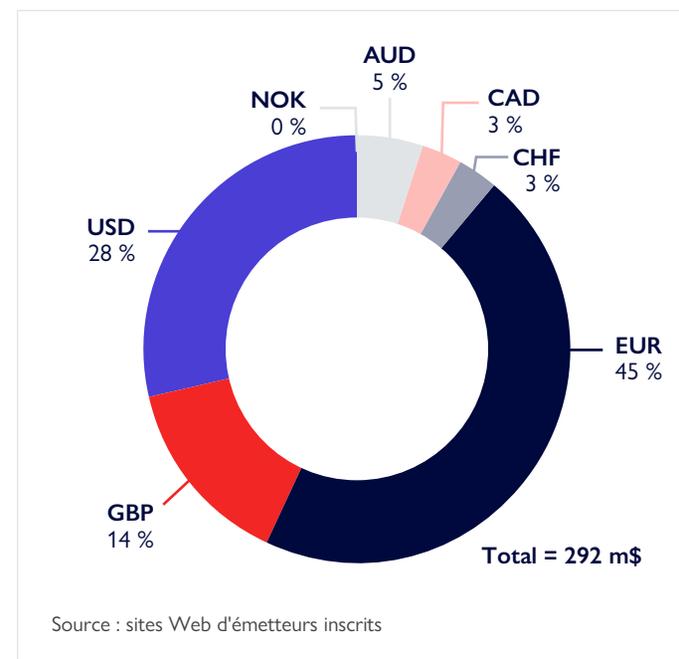
Les devises, les durées et les échéances des obligations sécurisées

Les obligations sécurisées sont émises dans sept devises différentes et la durée des obligations varie entre un et vingt ans. La devise EUR représente 45% des émissions tandis que la devise CAD représente 3%.

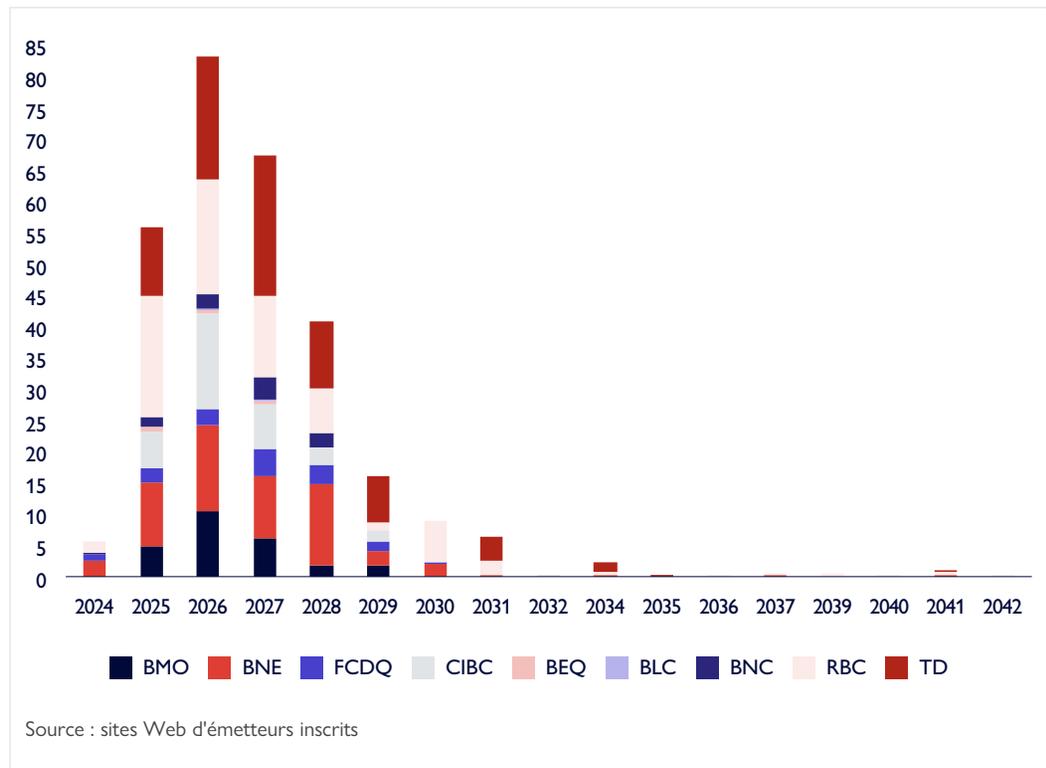
Volumes d'obligations sécurisées en circulation selon les émetteurs et la devise (Milliards de \$ CA)



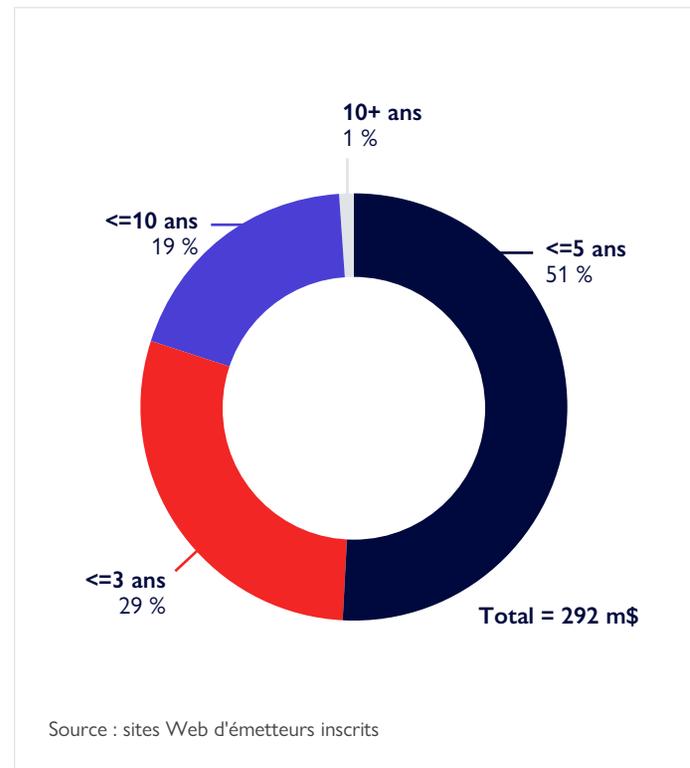
Volumes d'obligations sécurisées en circulation selon la devise



Échéances des obligations sécurisées (Milliards de \$ CA)



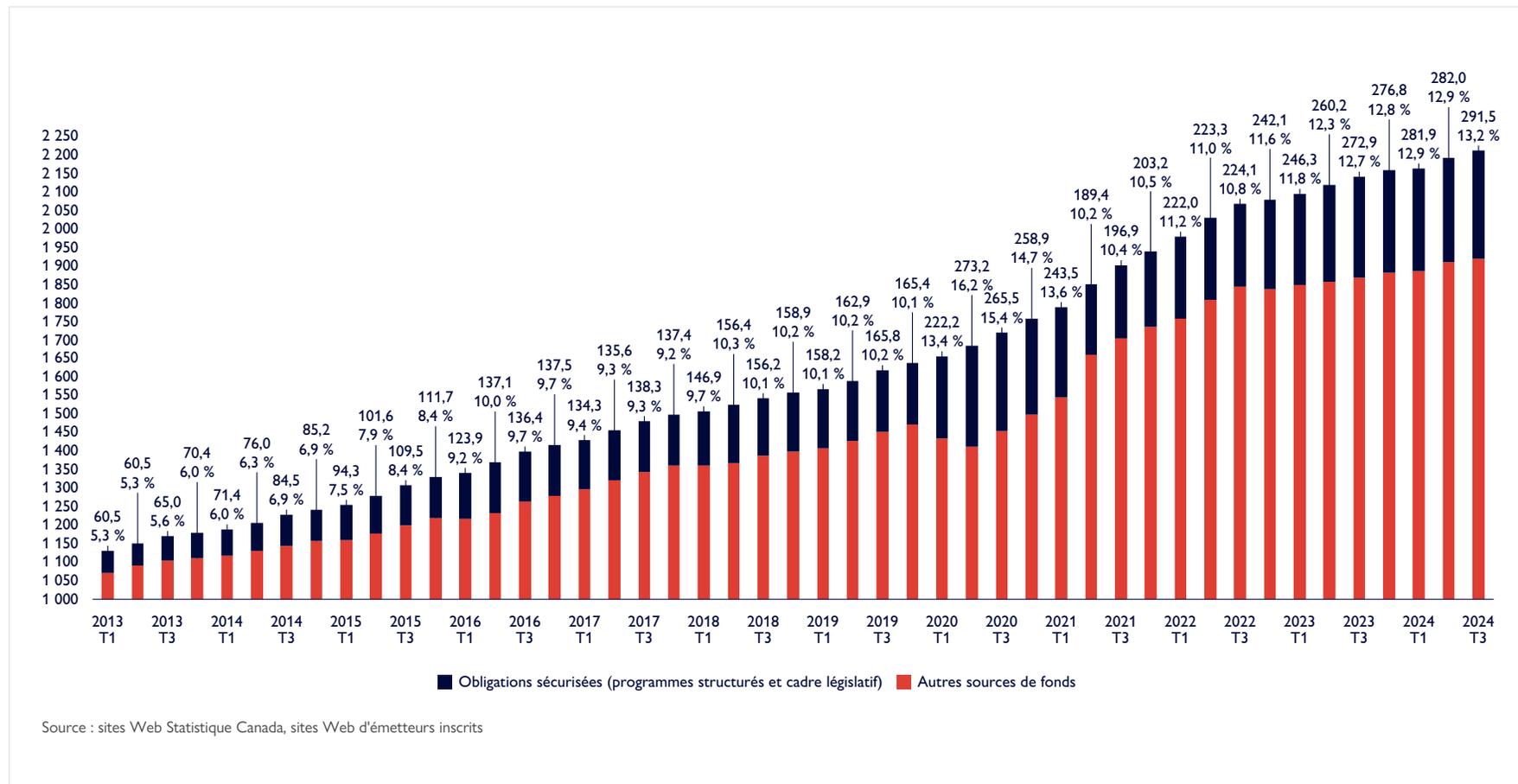
Volumes d'obligations sécurisées en circulation selon la durée



Obligations sécurisées comme source de fonds

Les prêteurs canadiens augmentent continuellement leur recours aux obligations sécurisées comme source de fonds. Le financement par obligations sécurisées en pourcentage du marché hypothécaire total est passé de 5 % en 2013 à presque 10 % en 2016. En septembre 2024, la part du marché hypothécaire que représente le financement par obligations sécurisées a établi à 13,2 %.

Total des prêts en cours de remboursement (Milliards de \$ CA)



Produits et charges d'administration du cadre juridique des obligations sécurisées

En vertu de la LNH, les droits perçus pour l'inscription des émetteurs et des programmes d'obligations sécurisées moins les charges connexes doivent couvrir les charges engagées par la SCHL pour s'acquitter de ses tâches relativement à l'administration du cadre juridique des obligations sécurisées.

Depuis la mise en place du cadre, le barème des droits prévoit un droit de demande de 350 000 \$ et un droit annuel de 350 000 \$ par la suite. En 2024, les droits annuels par émetteur et les droits d'inscription pour les nouveaux émetteurs demeurent inchangés à 175 000 \$ et 100 000 \$ respectivement. La SCHL continuera à surveiller les droits et les charges connexes pour continuer d'administrer le cadre juridique des obligations sécurisées selon le principe du recouvrement des coûts.

| | Droit de demande | Droits annuels |
|-----------|------------------|----------------|
| 2024 | 100 000 | 175 000 |
| 2023 | 100 000 | 175 000 |
| 2022 | 100 000 | 175 000 |
| 2021 | 100 000 | 175 000 |
| 2020 | 100 000 | 125 000 |
| 2019 | 100 000 | 125 000 |
| 2018 | 350 000 | 175 000 |
| 2017 | 350 000 | 225 000 |
| 2016 | 350 000 | 250 000 |
| 2013-2015 | 350 000 | 350 000 |

| | Cumul (2012-2023) | Cumul à ce jour 2024 |
|---------------------------|-------------------|----------------------|
| Droits acquis | 22 375 000 | 1 750 000 |
| Charges | | |
| Internes | 15 873 312 | 1 137 895 |
| Externes | 5 543 386 | 29 941 |
| Total des charges* | 21 416 698 | 1 167 386 |

*les charges sont estimées

20240924-001A

Texte de remplacement et données pour les figures

Volumes annuels d'obligations sécurisées émises et en circulation (Milliards de \$ CA), page 2

| Année | Programmes structurés | Cadre législatif | Émissions | Année | Programmes structurés | Cadre législatif | Émissions |
|-------|-----------------------|------------------|-----------|-------|-----------------------|------------------|-----------|
| 2007 | 2,84 | 0,00 | 2,84 | 2015 | 23,71 | 89,26 | 42,47 |
| 2008 | 9,83 | 0,00 | 6,98 | 2016 | 11,68 | 127,08 | 40,80 |
| 2009 | 11,27 | 0,00 | 1,45 | 2017 | 0,22 | 138,40 | 18,64 |
| 2010 | 25,02 | 0,00 | 17,34 | 2018 | 0,22 | 158,67 | 39,12 |
| 2011 | 50,37 | 0,00 | 25,67 | 2019 | 0,00 | 165,36 | 35,16 |
| 2012 | 64,53 | 0,00 | 17,00 | 2020 | 0,00 | 258,89 | 124,40 |
| 2013 | 46,56 | 23,79 | 13,21 | 2021 | 0,00 | 203,25 | 46,29 |
| 2014 | 34,59 | 50,64 | 27,60 | 2022 | 0,00 | 242,06 | 97,16 |
| | | | (suite) | 2023 | 0,00 | 276,80 | 88,70 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 291,58 | 35,32 |

Source : sites Web d'émetteurs inscrits

Volumes d'obligations sécurisées en circulation selon les émetteurs et la devise (Milliards de \$ CA), page 4

| | BMO | BNE | CIBC | BEQ | FCDQ | BLC | BNC | RBC | TD |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| CAD | - | 1 300 000 000 | 560 000 000 | - | - | 510 010 000 | - | 3 200 000 000 | 4 250 000,000 |
| USD | 4 891 250 000 | 19 194 675 000 | 9 105 590 000 | - | 3 680 750 000 | - | 1 881 290 000 | 24 978 540 000 | 18 949 425 000 |
| EUR | 12 686 250 400 | 22 260 163 600 | 10 890 010 000 | 1 907 000 000 | 7 921 975 000 | - | 6 301 377 500 | 29 578 012 950 | 39 682 335 000 |
| GBP | 6 557 175 000 | 9 246 030 000 | 6 065 150 000 | - | 2 142 600 000 | - | 1 209 375 000 | 9 701 275 000 | 6 579 150 000 |
| AUD | 605 500 000 | 864 400 000 | 4 525 900 000 | - | - | - | - | 3 272 620 000 | 6 148 938 175 |
| CHF | 724 662 500 | 2 945 857 500 | 1 948 496 500 | - | 1 131 856 000 | - | 383 037 200 | 1 666 155 442 | 1 185 351 950 |
| NOK | - | 377 300 130 | 318 500 000 | - | 252 600 000 | - | - | - | - |
| Total | 25 464 837 900 | 56 188 426 230 | 33 413 646 500 | 1 907 000 000 | 15 129 781 000 | 510 010 000 | 9 775 079 700 | 72 396 603 392 | 76 795 200 125 |

Source : sites Web d'émetteurs inscrits

Échéances des obligations sécurisées (Milliards de \$ CA), page 5

| | BMO | BNE | FCDQ | CIBC | BEQ | BLC | BNC | RBC | TD |
|------|----------------|----------------|---------------|----------------|-------------|-------------|---------------|----------------|----------------|
| 2024 | - | 2 708 000 000 | 1 036 500 000 | - | - | - | 321 427 500 | 1 635 400 000 | - |
| 2025 | 4 902 500 000 | 10 336 322 500 | 2 139 700 000 | 5 926 980 000 | 734 830 000 | - | 1 558 212 500 | 19 349 245 000 | 11 154 531 230 |
| 2026 | 10 532 775 000 | 13 717 815 000 | 2 657 650 000 | 15 327 325 000 | 436 620 000 | 250 000 000 | 2 323 875 000 | 18 432 791 442 | 19 695 255 895 |
| 2027 | 6 179 675 000 | 9 911 050 000 | 4 344 373 500 | 7 125 826 500 | 735 550 000 | 260 010 000 | 3 359 329 700 | 13 053 090 000 | 22 478 177 000 |
| 2028 | 1 810 262 500 | 13 181 005 000 | 2 954 475 000 | 2 946 595 000 | - | - | 2 212 235 000 | 7 179 289 000 | 10 598 320 000 |
| 2029 | 1 838 875 000 | 2 382 090 000 | 1 482 000 000 | 1 768 420 000 | - | - | - | 1 354 600 000 | 7 459 518 000 |
| 2030 | - | 2 120 825 000 | 262 482 500 | - | - | - | - | 6 770 500 000 | - |
| 2031 | - | 377 300 130 | - | - | - | - | - | 2 325 150 150 | 171 588 000 |
| 2032 | - | - | - | 318 500 000 | - | - | - | - | 1 473 100 000 |
| 2033 | - | - | 252 600 000 | - | - | - | - | - | - |
| 2034 | - | 400 000 000 | - | - | - | - | - | 596 234 800 | - |
| 2035 | 200 750 400 | 280 721 600 | - | - | - | - | - | - | - |
| 2036 | - | - | - | - | - | - | - | 153 700 000 | - |
| 2037 | - | 371 812 000 | - | - | - | - | - | 210 000 000 | - |
| 2038 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 2039 | - | - | - | - | - | - | - | 583 141 000 | - |
| 2040 | - | - | - | - | - | - | - | 174 348 000 | - |
| 2041 | - | 401 485 000 | - | - | - | - | - | 381 144 000 | 43 260 000 |
| 2042 | - | - | - | - | - | - | - | 197 970 000 | - |

Source : sites Web d'émetteurs inscrits

Total des prêts en cours de remboursement (Milliards de \$ CA), page 6

| | Obligations sécurisées (programmes structurés et cadre législatif) | Autres sources de fonds | % |
|---------|--|-------------------------|--------|
| 2013 T1 | 60,5 | 1 071 | 5,3 % |
| 2013 T2 | 60,5 | 1 091 | 5,3 % |
| 2013 T3 | 65,0 | 1 105 | 5,6 % |
| 2013 T4 | 70,4 | 1 110 | 6,0 % |
| 2014 T1 | 71,4 | 1 117 | 6,0 % |
| 2014 T2 | 76,0 | 1 131 | 6,3 % |
| 2014 T3 | 84,5 | 1 144 | 6,9 % |
| 2014 T4 | 85,2 | 1 157 | 6,9 % |
| 2015 T1 | 94,3 | 1 161 | 7,5 % |
| 2015 T2 | 101,6 | 1 178 | 7,9 % |
| 2015 T3 | 109,5 | 1 200 | 8,4 % |
| 2015 T4 | 111,7 | 1 219 | 8,4 % |
| 2016 T1 | 123,9 | 1 218 | 9,2 % |
| 2016 T2 | 137,1 | 1 234 | 10,0 % |
| 2016 T3 | 136,4 | 1 263 | 9,7 % |
| 2016 T4 | 137,5 | 1 280 | 9,7 % |
| 2017 T1 | 134,3 | 1 296 | 9,4 % |
| 2017 T2 | 135,6 | 1 322 | 9,3 % |
| 2017 T3 | 138,3 | 1 343 | 9,3 % |
| 2017 T4 | 137,4 | 1 361 | 9,2 % |
| 2018 T1 | 146,9 | 1 362 | 9,7 % |
| 2018 T2 | 156,4 | 1 369 | 10,3 % |
| 2018 T3 | 156,2 | 1 387 | 10,1 % |

(suite)

| | Obligations sécurisées (programmes structurés et cadre législatif) | Autres sources de fonds | % |
|---------|--|-------------------------|--------|
| 2018 T4 | 158,9 | 1 400 | 10,2 % |
| 2019 T1 | 158,2 | 1 409 | 10,1 % |
| 2019 T2 | 162,9 | 1 428 | 10,2 % |
| 2019 T3 | 165,8 | 1 452 | 10,2 % |
| 2019 T4 | 165,4 | 1 472 | 10,1 % |
| 2020 T1 | 222,2 | 1 435 | 13,4 % |
| 2020 T2 | 273,2 | 1 412 | 16,2 % |
| 2020 T3 | 265,5 | 1 456 | 15,4 % |
| 2020 T4 | 258,9 | 1 499 | 14,7 % |
| 2021 T1 | 243,5 | 1 545 | 13,6 % |
| 2021 T2 | 189,4 | 1 661 | 10,2 % |
| 2021 T3 | 196,9 | 1 704 | 10,4 % |
| 2021 T4 | 203,2 | 1 737 | 10,5 % |
| 2022 T1 | 222,0 | 1 758 | 11,2 % |
| 2022 T2 | 223,3 | 1 809 | 11,0 % |
| 2022 T3 | 224,1 | 1 845 | 10,8 % |
| 2022 T4 | 242,1 | 1 837 | 11,6 % |
| 2023 T1 | 246,3 | 1 849 | 11,8 % |
| 2023 T2 | 260,2 | 1 859 | 12,3 % |
| 2023 T3 | 272,9 | 1 870 | 12,7 % |
| 2023 T4 | 276,8 | 1 882 | 12,8 % |
| 2024 T1 | 278,0 | 1 887 | 12,8 % |
| 2024 T2 | 282,0 | 1 911 | 12,9 % |
| 2024 T3 | 291,5 | 1 921 | 13,2 % |

Source : sites Web Statistique Canada, sites Web d'émetteurs inscrits